



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

**CONTRÔLES FINANCIERS ET EXÉCUTIONS
BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE,
SECTEUR DE L'AUDIOVISUEL**

Répertoire numérique détaillé

établi par

Christophe LOY, secrétaire administratif de classe normale au Centre des archives
économiques et financières

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Budget, contrôle du ministère de la culture et des différentes composantes de l'Audio-visuel.	6
Ministère de la Culture.....	6
TF1.....	6
Antenne 2.....	6
FR3.....	7
Société Française de production (SFP) et sa filiale la Société Française de Production et de Créations (SFPC).....	7
Télédiffusion de France (TDF).....	7
Institut National de l'Audiovisuel (INA).....	8
Radio-France.....	8
RFP, SOFRATEV, SOFIRAD, SOFRATEV, Vidéo Transmission International.....	8
GIRATEV, Information et publicité, SA Technisonor, SA Radio-Monte-Carlo, SNEP.....	9
Audiovisuel, dossiers thématiques.....	9
Office de Radiodiffusion de la Télévision Française (ORTF).....	9
Commission nationale des réseaux câblés, problèmes de réception.....	10
Loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision.....	10
Redevance audiovisuelle.....	10

Référence

B-0080092/1 - B-0080114/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Contrôles financiers et exécutions budgétaires du ministère de la culture, secteur de l'audiovisuel.

Dates extrêmes

1961-1983

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau 3D (établissements publics à caractère administratif, grands projets, Culture et Communication, audio-visuel).

Importance matérielle

23 boîtes, soit 2,50 ml.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versements PH 192/85 et PH 194/85 du 24/12/1985.

Historique du producteur

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des

années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Évaluation, tris et éliminations

Doublons éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers concernant le contrôle exercé par la direction du Budget auprès du ministère de la Culture et des différents organismes de radiodiffusion et de télévision.

Indexation

culture
contrôle budgétaire

B-0080092/1 – B-0080110/5

Budget, contrôle du ministère de la culture et des différentes composantes de l'Audiovisuel.

1966-1982

B-0080092/1 - B-0080097/1

Ministère de la Culture.

1966-1981

B-0080092/1

Perspectives budgétaires pour l'année 1967 et de 1976 à 1982 : dossiers officiels, notes, tableaux, courriers.

1966-1981

B-0080093/1

Lois de finances rectificatives, collectifs budgétaires des années 1975 à 1981 : dossiers préparatoires, textes, notes, tableaux correspondance.

1975-1981

B-0080094/1 – B-0080097/1

Contrôle financier et exécution budgétaire, fonctionnement, équipement, gestion des autorisations budgétaires, courrier : notes, fiches de situation de chapitres budgétaires, projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1972-1981

B-0080094/1

1972-1976

B-0080095/1

1977

B-0080096/1

1976-1978

B-0080097/1

1979-1981

B-0080098/1 - B-0080099/1

TF1.

1975-1981

B-0080098/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : rapport d'exécution du cahier des charges de l'année 1975, comptes d'exploitation et exécution des budgets 1975 à 1978, comptes 1980, rapport sur les comptes et la gestion de la Régie Française de Publicité de 1978 à 1981, notes du contrôleur d'État, tableaux, correspondance.

1975-1981

B-0080099/1

Personnel et activités de la société : conventions collectives, tableaux d'évolution des salaires, notes sur la diffusion en couleur des programmes de TF1, compte rendu du contrôleur d'état sur l'activité de la Société « TF1 Film Production », référés de la Cour des comptes.

1975-1981

B-0080100/1 - B-0080101/1

Antenne 2.

1974-1981

B-0080100/1

Personnel, projets immobiliers, activités : notes sur la rémunération de M. Jean LEFEVRE à Washington, note sur la désignation du directeur de l'actualité et du

directeur des spectacles, projet de construction et équipement d'une « Maison d'Antenne 2 », convention collective générale en 2 tomes, rapport de la 2^{ème} chambre de la Cour des comptes sur les aspects immobiliers de la gestion d'Antenne 2 de 1975 à 1978, note sur l'activité de la société « Films A2 », référés de la Cour des comptes.

1974-1981

B-0080101/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : rapport d'exécution du cahier des charges de l'année 1975, comptes d'exploitation et exécution des budgets 1975 à 1978, comptes 1980, rapport sur les comptes et la gestion de la Régie Française de Publicité de 1978 à 1981, notes du contrôleur d'État, tableaux, correspondance.

1975-1980

B-0080102/1

FR3.

1974-1981

B-0080102/1

Contrôle financier et exécution budgétaire, projet d'acquisition immobilière : rapport d'exécution du cahier des charges de l'année 1978, comptes d'exploitation et exécution des budgets 1975 à 1980, comptes 1980, notes du contrôleur d'état, tableaux, correspondance.

1974-1981

B-0080103/1 - B-0080104/1

Société Française de production (SFP) et sa filiale la Société Française de Production et de Créations (SFPC).

1974-1981

B-0080103/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de la SFP pour les exercices 1975 à 1980, comptes annuels de 1976 à 1981, rapport de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de la SFPC pour les exercices de 1978 à 1980, notes du contrôleur d'État, tableaux, correspondance.

1974-1981

B-0080104/1

Redressement et bilan de la SFP : notes du Premier ministre, notes du contrôleur d'État, plan de redressement, bilan 1977 (1974-1978). Société Française de Production et de Créations (SFPC), activités, financement du stock de programmes : notes du contrôleur d'État (1980-1981).

1974-1981

B-0080105/1 -B-00-80106/1

Télédiffusion de France (TDF).

1974-1982

B-0080105/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la cour des comptes sur les comptes et la gestion de TDF pour les exercices 1975 à 1980, projet de budget et budget définitif pour 1979, projet de budget 1982, notes du contrôleur d'État, tableaux, correspondance.

1974-1981

B-0080106/1

Personnel, transferts des personnels du Groupement Informatique pour la Radio-diffusion et la Télévision : notes du contrôleur d'État, notes du secrétaire d'État

auprès du Premier ministre (1975-1976) ; statut des personnels, modification des statuts, reclassement, régime de retraites : projets de décrets, notes, projet de convention collective, tableau sur l'évolution de la masse salariale entre 1975 et 1976 (1975-1979). Rapport sur l'exécution des prescriptions du cahier des charges de l'Établissement public de diffusion. Problèmes générés par les attentats sur les réseaux TDF, financement de reconstructions : notes du Budget, notes du président de TDF (1976-1977). Plan d'équipement et de fonctionnement de TDF pour les années 1980-1984, satellites de télécommunications : rapports, notes, tableaux (1975-1979). Activité « Antiope » de TDF, ventilation des budgets : rapports, notes, tableaux (1981-1982).

1975-1982

B-0080107/1

Institut National de l'Audiovisuel (INA).

1975-1981

B-0080107/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de l'INA pour les exercices 1975 à 1980, notes du contrôleur d'État (1975-1981). Personnel, gestion, réforme de la catégorie C, création d'emplois : projets de décrets, arrêtés, contrat type de travail, rapports, avis et notes du contrôleur d'État (1975-1980).

1975-1981

B-0080108/1

Radio-France. - Contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de Radio-France pour les exercices 1975 à 1979, projets de budgets, états prévisionnels des recettes et des dépenses pour les exercices 1977 et 1978 (EPRD), recommandations de la Cour des comptes (1974-1981). Orchestres régionaux de l'ex Office de la Radiodiffusion de la Télévision Française (ORTF) : relevé de décisions du secrétariat général du gouvernement, notes (1975). Personnel, reclassement des personnels de l'ex ORTF : nomenclature des emplois, notes, tableaux (1975-1979). Radio-France International : note du service juridique du ministère de la communication du centre réémetteur de Guyane (19981).

1975-1981

B-0080109/1-B-0080109/5

RFP, SOFRATEV, SOFIRAD, SOFRATEV, Vidéo Transmission International.

1973-1981

B-0080109/1

Régie Française de Publicité (RFP), contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la Cour des comptes et de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour les exercices 1975 à 1979,

1975-1980

B-0080109/2

Société Financière de Radiodiffusion (SOFIRAD), contrôle financier et exécution budgétaire : rapports de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de la SOFIRAD pour les exercices de 1976 à 1979, présentation de la Société par la Cour des compte, convention avec la Société de télévision brésilienne « Bandeirantes ».

1976-1981

B-0080109/3

Société Française d'Études et de Réalisation d'équipements de Radiodiffusion et de Télévision (SOFRATEV), gestion, création de filiales : projets d'augmentation du capital.

1973-1981

B-0080109/4

Société Monégasque d'Exploitation et d'Études de Radiodiffusion (SOMERA) : présentation, fiche technique, rapport sur les comptes et la gestion de la société SOMERA pour les exercices 1976 à 1978.

1976-1980

B-0080109/ 5

Vidéo Transmission International, contrôle du GIE : note, contrat constitutif.

1980

B-0080110/1-B-0080110/5

GIRATEV, Information et publicité, SA Technisonor, SA Radio-Monte-Carlo, SNEP.

1974-1981

B-0080110/1

Groupement Informatique pour la Radiodiffusion et la Télévision (GIRATEV) : rapport sur les comptes et la gestion du Groupement pour l'exercice 1975-1976 et les exercices 1977 et 1978, notes et référé de la Cour des comptes.

1975-1980

B-0080110/2

Information et Publicité : rapport sur les comptes et la gestion pour les exercices 1976 et 1977.

1979-1981

B-0080110/3

Société anonyme Technisonor : rapport sur les comptes et la gestion des exercices 1976 à 1979.

1976-1981

B-0080110/4

Société Anonyme Monégasque Radio-Monte-Carlo : rapport sur les comptes et la gestion des exercices 1976 à 1978.

1976-1981

B-0080110/5

Société nationale des Entreprises de Presse (SNEP) : rapport sur les comptes et la gestion pour les exercices 1974 et 1975.

1974-1976

B-0080111/1 - B-0080114/1

Audiovisuel, dossiers thématiques.

1961-1983

B-0080111/1 - B-0080111/2

Office de Radiodiffusion de la Télévision Française (ORTF).

1961-1983

B-0080111/1

Relations de l'ORTF avec l'Office des Techniques Modernes d'Éducation (OFRATEME) et l'Institut Pédagogique National : notes, comptes rendus de réunions, projet de convention.

1961-1975

B-0080111/2

Liquidation de l'ORTF, immobilier, personnel, effectifs : projets immobiliers des établissements, tableau des effectifs, extrait d'un rapport de la cour des comptes, notes, tableaux, dossier préparatoire sur le recouvrement des rémunérations indûment perçues par les agents de l'ex-ORTF (1981), référé de la Cour des comptes sur la liquidation (1982-1983).

1976-1983

B-0080112/1 - B-0080112/2

Commission nationale des réseaux câblés, problèmes de réception.

1975-1979

B-0080112/1

Travaux de groupes d'experts : questionnaire, notes, comptes rendus de réunions, dossier technique « télévision et satellite ».

1975-1979

B-0080112/2

Couverture des zones d'ombres en matière de télévision : notes, correspondance.

1975-1979

B-0080113/1

Loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision. - Organismes liés à l'application de la loi, Centre d'Études d'Opinion (CEO) et Service d'Observation des Programmes (SOP) : notes, arrêtés (1974-1976) ; tutelle et contrôle des sept organismes de radiodiffusion et de télévision mis en place depuis le 1^{er} janvier 1975 : délégations de signatures, notes, textes (1975-1977) ; trésorerie des organismes : notes, tableaux (1976-1981).

1974-1977

B-0080114/1/1

Redevance audiovisuelle. - Prévision, taux, budgets, répartition entre les différents organismes : rapport et études présentant la redevance audiovisuelle, historique, tableaux, notes, correspondance.

1974-1981